

**Nations unies - Libye - Briefing de  
la procureure de la Cour pénale  
internationale - Intervention au  
Conseil de sécurité de la  
représentante permanente adjointe  
de la France auprès des Nations  
unies**

(New York, 09 mai 2018)

Madame la Présidente,

Je remercie Mme la Procureure Bensouda pour son rapport et sa présentation.

Alors que nous commémorens cette année le 20ème anniversaire du Statut de Rome, la France tient à saluer la contribution de la Cour pénale internationale à la répression des crimes les plus graves. Il est de notre responsabilité en tant que membres du Conseil de sécurité attachés à cet impératif de justice d'accompagner la Cour dont l'apport au maintien de la paix et de la sécurité est indéniable, mais qui n'a pas encore atteint tout son potentiel.

C'est le cas en Libye et je voudrais réaffirmer le soutien de la France à la procureure dans la mise en oeuvre de la résolution 1970 (2011) déférant la situation en Libye à la Cour pénale internationale.

La France note avec satisfaction les efforts du bureau de la procureure pour mener à bien ses enquêtes dans un contexte difficile. La mission conduite à Tripoli avec l'aide de la MANUL en mars dernier, une première pour le bureau de la procureure depuis cinq ans, est un progrès comme Mme Bensouda l'a souligné tout à l'heure.

Face à l'ampleur des défis auxquels le peuple libyen est confronté, le soutien du Conseil de sécurité à la MANUL est indispensable. Nous saluons la mobilisation personnelle du secrétaire général et la contribution précieuse de son représentant spécial, M. Ghassan Salamé. La France lui apporte son plein soutien.

Madame la Présidente,

Il est aujourd'hui essentiel que tous les acteurs libyens s'engagent sincèrement dans la mise en oeuvre du plan d'action du représentant spécial.

Comme l'a rappelé plusieurs fois ce Conseil, l'accord de Skhirat est le seul cadre valide et

légitime pendant toute la transition. Après des premières étapes positives dans le processus politique, comme les consultations entre les deux chambres qui ont lancé une nouvelle dynamique de dialogue, il faut maintenant aller plus loin et il faut que tous les acteurs restent engagés en vue de la conférence nationale et des élections générales en 2018. La tenue d'un processus électoral crédible, transparent et démocratique sera une étape-clé de la transition.

Nous le savons, les obstacles sécuritaires, juridiques et politiques demeurent nombreux, et la situation sur le terrain reste très volatile, comme l'a montré l'attaque lâche perpétrée la semaine dernière et revendiquée par Daech contre le siège de la Haute commission électorale libyenne à Tripoli que nous avons fermement condamnée. C'est pourquoi la construction d'une architecture nationale de sécurité unifiée sous l'autorité du pouvoir civil demeure une priorité.

Le statu quo n'est pas acceptable et le peuple libyen a démontré sa volonté d'un retour à la légitimité démocratique en Libye en s'inscrivant en nombre sur les listes électorales, dès le début de l'année.

Au-delà de ces observations générales, je souhaiterais faire trois remarques plus spécifiques concernant le travail du bureau de la procureure.

Premièrement, je souhaite d'abord rappeler, une fois de plus, que la poursuite des enquêtes par le bureau requiert une coopération pleine et entière de toutes les parties prenantes. La coopération avec la Cour des autorités libyennes est essentielle pour qu'elle réalise pleinement sa mission, conformément au mandat qui lui a été confié par le Statut de Rome et par ce Conseil.

Il est primordial de consolider la collaboration de l'ensemble des Etats concernés, qu'ils soient parties ou non au Statut de Rome, afin d'apporter dans la durée le soutien dont le Bureau de la Procureure a besoin pour remplir sa mission. A cet égard, la coopération des autorités tunisiennes, néerlandaises, italiennes et britanniques et d'Interpol est particulièrement à saluer. La contribution des ONG est également précieuse et à encourager.

A la suite de Mme Bensouda, je souhaite également exprimer la satisfaction de ma délégation quant à l'appui et la coopération remarquables apportés par la MANUL et par le procureur général libyen au bureau de la procureure. La France salue en particulier le dialogue direct établi en février dernier entre le représentant spécial et Mme la procureure, en marge de la Conférence de Munich sur la sécurité.

Deuxièmement, s'agissant des éléments du rapport relatifs aux enquêtes en cours, la France déplore la non-exécution à ce jour du mandat d'arrêt délivré à l'encontre de M. al-Werfalli le 15 août 2017. Nous exprimons notre vive préoccupation à l'égard des informations selon lesquelles M. al-Werfalli serait non seulement toujours en liberté mais continuerait d'exercer ses fonctions à la tête de la brigade Al-Saiqa de l'Armée nationale libyenne et aurait participé à d'autres meurtres depuis la délivrance du mandat d'arrêt à son encontre.

La France exhorte une fois de plus l'Armée nationale libyenne à transférer au plus vite M.

al-Werfalli aux autorités libyennes afin qu'elles puissent le remettre ensuite à la CPI, conformément à leurs obligations en matière de coopération avec la Cour telles qu'elles découlent de la résolution 1970. Il s'agirait là d'un signal important pour une justice impartiale en Libye.

La France réitère également ses appels à la coopération avec la CPI pour que Saif al-Islam Kadhafi et Mohamed Khaled Al-Tuhamy soient remis à la Cour sans délai.

Troisièmement, la France salue l'attention maintenue du bureau de la procureure à l'égard des crimes liés à la traite des êtres humains et au trafic des migrants, qui constituent une menace directe à la paix et à la stabilité en Libye. Nous notons en particulier avec satisfaction la coopération entamée avec le procureur général libyen pour réprimer les crimes contre les migrants. Il est encourageant de lire dans le rapport que le procureur général libyen aurait délivré un nombre important de mandats d'arrêt pour de tels crimes. Le Conseil a rappelé à plusieurs reprises l'importance que les auteurs de tels actes soient poursuivis et jugés. Le Conseil de sécurité doit également prendre ses responsabilités en prenant des sanctions individuelles contre ceux qui se livrent à la traite d'êtres humains et au trafic de migrants dans le cadre du régime onusien existant. La France continuera à mobiliser ses partenaires en ce sens.

La France continuera également à agir contre les réseaux de passeurs et leur modèle économique dans la région, dans le cadre de la déclaration conjointe du 28 août 2017 intitulée "Relever le défi de la migration et de l'asile".

Madame la Présidente,

La situation en Libye met une nouvelle fois en évidence le cercle vicieux de l'impunité et de l'instabilité. Cette réalité nous oblige à apporter des réponses aux défis auxquels nous sommes confrontés en Libye. Ces défis ne peuvent être relevés sans le concours efficace de la Cour et l'appui du Conseil de sécurité. Je vous remercie./.